



**Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
236 Bd Maréchal Leclerc
83000 TOULON**

**ACCORD-CADRE D'IMPRESSION DE VISUELS DE STANDS, ELEMENTS
DE SIGNALÉTIQUE ET AUTOCOLLANTS POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

La consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2, R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 14 feuillets numérotés de 1 à 14.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet l'impression de visuels de stands, éléments de signalétique et autocollants utilisés pour l'ensemble de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le présent accord-cadre est relatif à des prestations de service.

1.2 Forme de l'accord-cadre

La présente consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2162-2 du code de la commande publique

Le présent accord-cadre mono-attributaire s'exécute pour partie :

- par bons de commande en application des articles R.2162-2-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique
- par marchés subséquents passé en application des articles R.2162-2-1 et R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre seront à bons de commande, en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

1.3 Fractionnement

L'accord-cadre est fractionné en 2 lots correspondant à l'énumération suivante :

Lot n°1 : Accord- cadre d'impression de supports visuels pour stands, d'éléments de signalétique et d'autocollants pour les besoins du siège de la CCI du Var.

Lot n°2 : Accord- cadre d'impression de supports visuels pour stands, d'éléments de signalétique et d'autocollants pour les besoins des ports de commerce de la CCI du Var.

La description précise des prestations, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.4 Montants de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants suivants :

Lot n°1 :

Seuils mini : Sans.

Seuils maxi : 120 000 € HT sur la durée du marché.

Lot n°2 :

Seuils mini : Sans.

Seuils maxi : 40 000 € HT pour chaque période d'exécution de 2 ans.

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

1.5 Durée de l'accord cadre

Pour le lot n°1 : L'accord-cadre sera conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une durée de 48 mois.

Pour le lot 2 : L'accord-cadre sera conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une première période de 24 mois.

Passée cette période, l'accord-cadre pourra se renouveler par tacite reconduction pour une période supplémentaire de deux ans.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché et pour une durée égale à la réalisation de la prestation de laquelle ils ont été émis.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents,
6. Les bons de commande,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
8. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre initiale ou dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent accord-cadre.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du Var chaque année pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 : PRIX – CONTENU DES PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Partie à bons de commande :

Les fournitures ou prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix remis dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excédant pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

ARTICLE 5 : VARIATION DE PRIX

5.1 Variation des prix de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m₀).

Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement à l'annexe financière à l'acte d'engagement (Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont révisibles annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre

Le prix de révision applicable est donné par la formule de révision suivante, appliquée à chaque article contractuel :

$$Pr = PI (Ind.N / Ind.No)$$

Pr : prix révisé hors taxes de la prestation concernée,

PI : prix initial hors taxes définis au bordereau des prix.

Ind.n : représente la valeur du dernier indice publié à la date de la remise.

Ind.no : représente la valeur de ce même indice mensuel diffusé au titre du mois de la date de remise.

La référence est l'indice : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes Prix de marché – Base 2021 – Identifiant 010764131.

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant une période d'une année. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

5.2 Variation des prix des marchés subséquents

Les offres seront établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres des marchés subséquents.

Les prix des marchés subséquents sont fermes.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

ARTICLE 7 : RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 : AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 : MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS

9.1 Modalités de passation des bons de commande

Le service émetteur du besoin enverra une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques. Seront précisées aussi, les conditions de livraison. Le titulaire doit répondre obligatoirement dans les délais imposés. Ils seront rappelés dans chaque bon de commande.

Tous les supports écrits pourront être utilisés : mail, courrier.

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet. Les lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

Les bons de commande transmis au fournisseur mentionneront :

- L'identification du prestataire,
- L'intitulé de l'accord-cadre et sa référence, n° et date du bon de commande,
- La prestation,
- Les quantités
- La date maximum de livraison,
- Le lieu de livraison
- Le prix net unitaire hors taxe ,
- Le montant total de la commande, hors taxes et TVA incluse,
- Le nom et les coordonnées de l'interlocuteur de la CCI du Var.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché et pour une durée égale à la réalisation de la prestation de laquelle ils ont été émis.

9.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et les délais de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

9.3 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

A réception des éléments techniques transmis (maquettes, fichiers PDF) le titulaire devra soumettre au service, les « Bons à Tirer » correspondants (B.A.T.).

Pour le lot n° 1 : Ceux-ci seront vérifiés, validés par la Direction de la Communication et retournés au titulaire par courrier électronique.

Pour le lot n° 2 : Ceux-ci seront vérifiés, validés par le Pôle concerné de la Direction des Ports et retournés au titulaire par courrier électronique.

Cette procédure de « Bons à Tirer » vaudra validation initiale pour tous les premiers tirages des documents commandés et leurs retirages qui seront ordonnés par bons de commande pendant la durée du marché lorsque ceux-ci n'auront fait l'objet d'aucune modification depuis le tirage initial.

Dans le cas contraire un nouveau bon à tirer des documents modifiés sera soumis dans les mêmes conditions qu'exposées ci-dessus.

Le titulaire sera chargé de l'impression jusqu'à la pose incluse des supports décrits dans le bordereau de prix. Le titulaire devra fournir, selon la nature du support à produire, les fixations adaptées.

Le titulaire est tenu par une obligation de conseil et de recommandations. Il devra fournir à la CCI du Var l'ensemble des contraintes techniques garantissant la qualité optimale du support produit.

ARTICLE 11 : DELAIS DE LIVRAISON – PROLONGATION DES DELAIS

11.1 Délais de livraison

Les délais de livraison interviendront aux dates et heures indiqués sur le bon de commande et après contact. Les fournitures seront livrées selon les délais maximums stipulés au CCTP selon les prestations requises ou ceux stipulés sur le subséquent qui sera proposé par le candidat sans toutefois ne jamais dépasser le délai initial imposé et démarre à partir de sa date de notification au titulaire du marché.

Les délais applicables seront ceux inscrit à l'acte d'engagement. En cas de non-respect de ces délais le titulaire encourt des pénalités définies au présent document.

11.2 Prolongation des délais de livraison

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.1 du CCAG-FCS, le titulaire informe l'acheteur des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. À cette fin, il dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date d'apparition desdites cause

ARTICLE 12 : CONDITIONS D'EXECUTION – LIEUX DE LIVRAISONS

12.1 Obligation du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un interlocuteur dédié à la CCI du Var pour le suivi du présent accord cadre et de la réalisation des prestations. Ce dernier devra être joignable aux heures ouvrées.

Le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour éviter toute anomalie, tout retard et ce dans les conditions stipulées au CCTP.

12.2 Conditionnement

Les fournitures seront livrées dans un emballage gratuit de type commercial, suffisamment résistant pour éviter toutes détériorations au cours du transport et des manutentions.

12.3 Bulletin de livraison

Les fournitures livrées devront être accompagnées d'un bulletin de livraison. Ce bulletin dressé pour chaque bon de commande comportera notamment :

- la date d'expédition,
- la référence au marché ainsi qu'au bon de commande considéré,
- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées, et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

Chaque colis doit porter son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bulletin. Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

12.4 Période – Plages horaires

Les livraisons s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période de livraison » :

Du lundi au vendredi : de 8H30 à 12H00 et de 14 H à 17H.

12.5 Lieux de livraison

Les adresses de livraison s'effectueront selon les commandes, auprès des différents services de la Chambre de Commerce sur l'ensemble du département du Var.

Le titulaire devra, 48 heures au moins avant toute livraison, prendre contact avec la personne désignée sur le bon de commande afin de convenir avec elle de la date et de l'heure de la livraison à effectuer.

Les livraisons seront réalisées sur le lieu désigné par le représentant de la CCI du Var, la liste des différents sites est précisée à l'article 4.6 du CCTP.

12.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

ARTICLE 14 : PENALITES

Les dispositions de l'article 14 du CCAG FCS s'appliquent sous réserve des dispositions suivantes :

Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations :

Application des dispositions de l'article 14.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Ces pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulables. Le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération. Elles sont dues sans montant minimum.

Autres pénalités :

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités indiquées ci-dessous seront applicables et commenceront à courir dès constatation d'un manquement imputable au titulaire, notifié par tout moyen écrit à ce dernier.

- Qualité d'impression non conforme - défaut d'impression : 100 €

CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 15 : OPERATIONS DE VERIFICATION

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de trois jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 16 : RESILIATION

16.1 Résiliation pour faute et exécution aux frais et risques

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **5 %**.

ARTICLE 17 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 18 : LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de TOULON.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 19 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le papier utilisé pour les documents doit bénéficier d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes de types FSC, PEFC ou équivalent.

De plus, le titulaire doit respecter à minima la réglementation en faveur de la protection de l'environnement.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS DIVERSES

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

20.1 Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

20.2 Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

20.3 Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

20.4 Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

20.5 Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera application des dispositions de l'article 3.1 et 3.2 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 21 : CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT

21.1 EVOLUTION DU NOMBRE DE SITE

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'ajout ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

21.2 CESSIION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait céder tout ou partie du contrat, celles-ci conviennent de se rapprocher afin d'envisager les modalités de cette cession et établir un projet d'avenant de transfert soumis à leur accord ultérieur.

ARTICLE 22 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

ARTICLE 23 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du présent accord-cadre pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 24 : DEROGATIONS AU CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux CCAG FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

Articles	CCAP	CCAG FCS
Pièces contractuelles	art. 2	art. 4.1
Responsabilité et assurance	art. 3	art. 9.2
Variation prix	art. 5	art. 10.1
Prolongation des délais de livraison	art. 11.2	art. 13.3.2
Pénalités	art. 14	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Vérifications et décisions	art. 15	art. 27.3 ; art 28.1 ; art 28.2 ;art 30.1
Dérogations	art. 24	art. 1.2